



Face à l'austérité confirmée et renforcée Plus que jamais, l'heure est à se mobiliser

A la sortie du Conseil des Ministres de ce jour, Manuel VALLS a fait une communication dans laquelle il a commencé à préciser les contours des 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques que le Président et le gouvernement entendent mettre en œuvre.

Contreparties de l'inacceptable pacte de responsabilité, les mesures avancées, si elles se concrétisaient, pèseraient lourdement et gravement sur la Fonction publique et ses agents.

Les moyens du service public, déjà rognés et insuffisants, seraient encore plus gravement amputés, mettant en péril l'exercice même des missions.

Hormis les quelques secteurs décrétés « prioritaires », tous les autres services et établissements subiraient de nouvelles et massives suppressions d'emplois alors que, pour un grand nombre, ils sont d'ores et déjà dans un état de sous-effectif inquiétant.

Et il y a le scandale des salaires. Il faut en effet une bonne dose de schizophrénie – ou plus sûrement de duplicité – pour afficher une soit disant volonté de redonner du pouvoir d'achat aux salariés et, dans le même temps, en tant que premier employeur de notre pays annoncer que près de 20 % d'entre eux devront continuer à subir des amputations sans précédent. Car, c'est bien cela que signifie la poursuite du gel de la valeur du point, sans aucune limite fixée. Cette mesure est d'autant plus lourde de conséquences qu'elle va handicaper la consommation et donc l'activité économique et l'emploi dans le secteur privé. Elle constitue enfin un encouragement au patronat à continuer dans la voie de l'austérité salariale.

La CGT condamne ses orientations et s'y opposera par tous les moyens.

C'est pourquoi, elle confirme sa volonté de construire le rapport de forces unitaire nécessaire à imposer d'autres choix.

Plus que jamais, elle appelle à faire du 15 mai prochain une puissante journée d'action unitaire, de grève et de manifestations.

Montreuil, le 16 avril 2014